

ce revenu comme allocation sociale. Mais le mieux serait de ne pas les imposer du tout. Nous ne devons pas permettre que les assistés puissent mentir et tricher au su du législateur.

Dans le Livre blanc, dont la sécurité sociale ne constitue qu'une partie, le revenu garanti est considéré comme un droit fondamental. Je suis engagé à fond dans le programme relatif au régime d'assistance publique du Canada ainsi que dans l'appareil d'assistance sociale d'Ontario. Je m'inquiète devant le nombre de ceux qui me disent qu'ils ne feront pas de demande d'aide. Ces gens ne sont pas admissibles aux pensions d'invalidité. Ils ne peuvent trouver d'emploi parce qu'ils ont plus de 50 ans, qu'ils n'ont pas d'instruction et qu'ils ne peuvent être recyclés. Ils ne demandent pas l'assistance publique en raison de leurs croyances chrétiennes. Ils croient qu'ils est bon de travailler et mauvais d'être des assistés sociaux. Selon eux, l'assistance publique est un signe de paresse.

Il y a des erreurs certes, mais il demeure que 99.5 p. 100 des gens qui demandent l'assistance sociale prétendent qu'ils ne la reçoivent pas. Ils demandent l'aide de l'État à cause de conditions indépendantes de leur volonté. C'est la société qui a causé leur condition. L'aide financière qu'on leur accorde devrait l'être de droit, et non pas à titre de bien-être social.

Je m'oppose à ce qu'on fixe un plafond aux pensions de vieillesse. Je ne vois pas pourquoi on fixe un plafond de \$60. On encourage ainsi les gens à gagner moins d'argent. Lorsque le gouvernement a eu besoin de plus d'argent pour augmenter les pensions de la vieillesse, il a haussé le plafond à \$90. Il est maintenant rendu à \$120. Cette limite devrait être supprimée. Un millionnaire qui touche une pension de la vieillesse devrait aussi y contribuer. Il peut payer 4 p. 100, quoique ce taux devrait peut-être être réduit à 3 p. 100.

Je crois savoir que la caisse de la pension de vieillesse se chiffre maintenant à 720 millions de dollars. Ce montant permet de hauser la pension. Lorsqu'on l'a fixée à \$40, tout le monde disait qu'elle ne pourrait être accrue. Elle l'a pourtant été, et il y a plus d'argent que jamais dans la caisse. Si le plafond était supprimé, la pension pourrait être augmentée à \$100 ou à \$150 par mois sans difficulté.

Le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis) se dit opposé à l'universalité des paiements dans ce domaine. Ceux qui m'ont manifesté leur intention de ne pas demander d'aide ne disent pas qu'ils n'accepteront pas la pension de vieillesse à laquelle ils sont admissibles. Ils affirment plutôt qu'ils n'accepteront pas des prestations auxquelles ils n'ont pas contribué et auxquelles ils n'ont pas droit. Justement parce qu'ils ne croient pas y avoir droit, ils envisagent ces prestations comme une aumône qu'il leur répugne d'accepter.

Tout argent additionnel que gagne une personne bénéficiant du supplément du revenu garanti est soustrait presque dollar pour dollar. Ce qui n'encourage pas les gens à travailler. A en juger par le Parlement, le Sénat et bon nombre d'industries du pays, l'apport des personnes

âgées de plus de 65 ans est considérable. D'après le régime actuel, tout argent gagné, en sus du maigre montant qu'on accorde aux bénéficiaires, est imposable. Ce régime n'est pas satisfaisant et il faudrait le modifier pour le rendre plus réaliste et plus honnête. Il faudrait permettre aux bénéficiaires de s'assurer des gains dépassant le niveau actuel.

Il est très intéressant d'écouter les fonctionnaires parler du coût d'une mesure et dire pourquoi elle est irréalisable. C'est ce qu'on nous dit chaque fois que nous proposons d'augmenter la pension de la sécurité de la vieillesse. Les génies en statistiques des ministères présentent toutes sortes de chiffres. On a dit que le programme du revenu garanti de \$1,600 pour un célibataire et de \$3,000 pour un couple marié coûterait 3,800 millions de dollars. Si les chiffres étaient de \$1,800 pour les célibataires et \$3,000 pour les gens mariés, le programme coûterait 5 milliards. C'est sans doute vrai, mais cela explique pourquoi, les chiffres sont si trompeurs. Tel n'est pas le coût que devra assumer la Trésorerie. Si nous versions de pareilles sommes, nous recouvrerions automatiquement une proportion très importante de cette dépense. Une des plus grandes municipalités de ma circonscription est la ville de Kirkland Lake. Le conseil municipal se plaint toujours qu'il dépense le plus au titre du bien-être social en Ontario, suivi de près par d'autres localités septentrionales.

• (12.20 p.m.)

Mais le bien-être social est une industrie dans un grand nombre de ces localités. La municipalité recouvre tout l'argent dépensé, plus 40 p. 100 du gouvernement fédéral et 40 p. 100 du gouvernement provincial. Il me semble que tous les fonds versés sous forme de revenu annuel garanti à nos citoyens ne seront pas théaurisés; ils serviront à acheter le nécessaire et seront rapidement récupérés à la source sous forme de revenu. Même dans le domaine fiscal, si les statistiques gouvernementales sont exactes, 20 p. 100 des prestations versées aux vieillards pensionnés sont récupérés par le gouvernement à l'heure actuelle sous forme d'imposition directe et je soutiens qu'indirectement, après quatre ou cinq transactions, tous les fonds retournent aux coffres de l'État.

A mon avis, aucun groupe au pays ne mérite plus de sécurité que la catégorie des gens âgés. Ce sont eux qui, beaucoup plus que ma génération, ont contribué à orienter le pays sur la voie des réalisations auxquelles il s'est consacré. C'était des travailleurs acharnés qui ont gagné leur vie à la sueur de leur front. Leur apport leur donne droit, dans leur vieillesse, je pense, à un type de sécurité que nous n'avons pas partagé dans le passé. Il est temps que nous leur accordions une forme de revenu, que ce soit un revenu garanti fondé sur un dégrèvement d'impôt ou toute autre forme dont je n'ai pas à me préoccuper en ce moment, mais qui ne soit pas un ballon dans l'arène politique. Il n'y a rien de plus dégradant que de voir des politiciens parcourir le pays durant toutes les campagnes électorales et dire en s'adressant aux pensionnés de la sécurité de la vieillesse: «Si vous nous élisez, vous aurez \$5 de plus», alors que d'autres renchérissent,